Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

En souffrance, les maires de Vaucluse restent les champions de la proximité



Dans une Salle du Château d'Eau à Monteux, pleine comme un œuf, tout le monde est là ce jeudi 16 novembre, dès 8h30, pour l'assemblée générale des maires de Vaucluse. Les maires, conseillers municipaux, adjoints, élus régionaux et départementaux, députés, sénateurs, la Présidente du département et la Préfète.

Mais aussi une quarantaine d'exposants, La Poste, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, la Chambre de Commerce et d'Industrie, Veolia, la Région Sud, la Fédération du BTP, la Compagnie Nationale du Rhône, les Transports Arnaud (qui fêtent leurs 100 ans), Vaucluse Numérique, Enedis, des banques, Agilis qui s'occupe de signalisation horizontale sur les routes et l'ADMR qui gère des soins à domicile.

« Ce Congrès des Maires est devenu incontournable, il offre une opportunité précieuse aux élus et à l'ensemble des acteurs des collectivités territoriales de se réunir et d'échanger », dit en prélude à la manifestation Pierre Gonzalvez, le Président de l'Association des Maires.

À 19h30, Christian Gros, maire de Monteux et secrétaire général de l'AMV, fait son rapport sur l'année

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

écoulée en citant les élus disparus depuis l'années dernière, notamment Guy Ravier, l'ancien maire d'Avignon. « Nous avons été très occupés, la vie s'accélère, les problèmes à gérer sont de plus en plus diversifiés, a-t-il dit. Le métier de maire a beaucoup changé. C'est quoi, être maire aujourd'hui? Difficile d'établir un profil-type. Rien à voir entre le maire d'un village de 300 habitants et celui d'une ville de 10 000 voire 100 000 habitants. Mais ils ont des points communs : sens du devoir, amour de leur commune, goût de l'action publique, attachement à la République et le fait qu'ils se dévouent sans compter au service de leurs concitoyens. »



Une minute de silence en hommage aux élus décédés en 2023.

Christian Gros poursuit : « Nous n'attendons pas de remerciement particulier, mais, à défaut de reconnaissance, au moins qu'on nous respecte. Dans une société en perte de repères, soumise à des défis colossaux qui vont du désordre climatique aux conflits armés, en passant par la migration d'hommes et de femmes qui n'ont plus rien à perdre, oui, l'inquiétude touche nos concitoyens. Et dans un tel contexte, notre fonction de maire, le rôle crucial de chef de village nous met en situation d'être la cible de tous les excités, l'exutoire de tous les mécontants, frustrés, délinquants ».

L'intervention continue : « Nous sommes de plus en plus agressés, pour tout et n'importe quoi. Menaces

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

verbales et physiques, insultes, intimidations, harcèlements, dénigrement, nous sommes responsables de tout même des déserts médicaux alors que les médecins ne veulent plus travailler comme leurs aînés qui étaient taillables et corvéables à merci. »

Autre problème rencontré par les maires, la complexification incessante des politiques publiques. « Le fossé se creuse entre nous et les citoyens, précise Christian Gros. Quand un administré nous demande que son terrain devienne constructible, on lui parle de PLU, de SCOT, de STRADDET, de ZAN, tous ces acronymes administratifs qu'il ne comprend pas. Ce fossé d'incompréhension entre politiques publiques et administrés, c'est la porte ouverte par laquelle s'engouffrent les populistes de toutes obédiences à grand renfort de fake news, de théories du complot et les populistes, donneurs de leçons et climato-sceptiques jouent sur du velours. »

> "Le fossé se creuse entre nous et les citoyens."
>
> *Christian Gros, Maire de Monteux et secrétaire général de l'association des maires de Vaucluse*

Il conclut : « Dans mes fonctions de maire depuis 34 ans, sans flagronerie aucune, j'ai envie de dire très simplement 'Merci, Madame la Préfète, pour votre proximité bienveillante, c'est précieux de vous avoir à nos côtés, non pas dans un rôle de censeur, mais de facilitateur, ça nous donne le courage de poursuivre. On doit se serrer les coudes, faire face ensemble, comme dirait Victor Hugo : 'Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent'. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Christian Gros, maire de Monteux et secrétaire générale de l'AMV84 lors de la minute de silence dédiée aux élus et anciens élus décédés en 2023.

Pierre Gonvalvez, président de l'AMV prend alors la parole : « Dans un contexte national et international des plus chaotiques, trouver du sens dans l'action publique est un vrai défi. Nous mesurons la tendance préoccupante de l'agressivité toujours plus violente à notre encontre, les violences verbales et physiques prospérent. On court le risque de connaître des élections municipales dépourvues de candidats. En plus, les injonctions contradictoires, les lois ubuesques de l'État, le splendide isolement face à des problèmes multiples et des responsabilités pénales sont autant de raisons de découragement. Malgré notre meilleure volonté, difficile d'atteindre les objectifs en termes de construction de logements sociaux. La Loi ZAN génère de grosses tensions sur le foncier disponible et réduit à néant la marge de manoeuvre des communes. »

> "Les injonctions contradictoires, les lois ubuesques de l'État, le splendide isolement face à des problèmes multiples et des responsabilités pénales sont autant de raisons de découragement."

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Pierre Gonzalvez, Maire de l'isle-sur-la-Sorgue et Président de l'association des maires de Vaucluse

Le maire de L'Isle-sur-la-Sorgue, par ailleurs président de l'AMV, évoque les problèmes financiers. « Une inflation élevée qui pèse sur nos achats, notamment les denrées alimentaires pour les cantines, la revalorisation des salaires de nos agents, + 5% du point d'indice en 2 ans auxquels il faudra rajouter +5 points d'indice supplémentaires au 1er janvier 2024. »

C'est ensuite à la présidente du Département de Vaucluse d'intervenir. « D'abord, la proximité. Ensuite, la proximité. Enfin, la proximité. C'est ce qu'attendent de nous les Français. Le Département est là pour vous accompagner. Avec le dispositif 'Vaucluse Ingénierie' lancé en début d'année, nous avons déjà aidé 41 communes pour 77 projets comme la rénovation d'une école, la création d'un Café-Vélo, l'installation d'un artisan, l'aménagement d'un cœur de village, la réhabilitation d'un camping. »

Dominique Santoni, fière de ce constat, annonce : « Nous allons donc développer cette plateforme et la transformer en *Agence Technique Départementale* pour vous offrir plus de services avec des techniciens spécialisés. En contrepartie, une adhésion symbolique de 50€ pour les communes de moins de 2 000 habitants sera demandée. » Autre annonce pour la voirie. « Le dispositif d'assistance aux collectivités locales sera élargi à toutes les communes avec une contribution de 50 centimes par habitant ».

« Enfin, le 'Contrat Vaucluse Ambition' prévoit une enveloppe de 28,5M€ sur 3 ans. Malgré la baisse de 25% des DMTO, soit -34M€, la hausse des frais d'énergie, la revalorisation des salaires et certaines dépenses décidées par l'Etat sans concertation, ni compensation, ajoute-t-elle. Nous allons, magré tout investir 120M€ par an jusqu'en 2028. »

> "Est-ce là le sens de l'histoire, éloigner toujours plus les décisions des citoyens et des maires ? Je ne le pense pas."
>
> *Dominique Santoni, Présidente du Conseil départemental de Vaucluse*

La Présidente Dominique Santoni tient aussi à revenir devant les maires sur l'éventuelle création d'un 'Pôle métropolitain' par une intervention particulièrement applaudie. « Quelle proximité restera-t-il dans un pôle regroupant 520 000 habitants sur 3 régions dans une structure de 8 intercommunalités et 148 communes ? Interroge-t-elle. Est-ce là le sens de l'histoire, éloigner toujours plus les décisions des citoyens et des maires ? Je ne le pense pas. »

A propos d'équilibre territoriel, justement, elle insiste : « L'an dernier, je vous ai promis que nous recruterions huit médecins généralistes salariés pour le Vaucluse. C'est fait à Avignon et Cadenet où ils sont six avec deux secrétaires médicales. 5 000 Vauclusiens ont déjà retrouvé un médecin-traitant, nous

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

allons continuer avec un bus itinérant et la télé-médecine. » La présidente a terminé par les Jeux Olympiques et Paralypiques 2024, 'Le Vaucluse se prend aux Jeux' avec la flamme qui traversera le département le 19 juin 2024, à partir du site des Ocres de Rustrel jusqu'au Pont Pont d'Avignon, via Apt, le Ventoux, le Théâtre Antique d'Orange et la passerelle himalayenne de Sorgues.



Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse.

C'est vers 11h que la Préfète s'est installée devant le pupitre. « Être maire, c'est un métier, a-t-elle affirmé. Voire une galaxie tant il y a un pannel d'actions, de responsabilités. Mais ne croyez pas que vous êtes seuls, je suis là pour rendre l'inconciliable conciliable. Comme vous, j'ai des lois, des normes, des injonctions contradictoires qui s'accumulent sur mon bureau tous les jours, une complexité à gérer pour prendre les décisions les moins mauvaises. On a déjà parlé ici du tandem maire-préfet, nous devons nous arrimer ensemble, les uns aux autres pour avancer. Coopérer pour trouver des solutions, faire le plein de bonnes idées. Je suis entrée dans la préfectorale il y a 16 ans, le Vaucluse est mon 6ème département. Nous nous sommes retrouvés plusieurs fois pour parler d'urbanisme, d'énergies renouvelables, de feux de forêt, d'inondations. L'évidence, c'est que je suis à vos côtés, pas face à face. Nous avons les mêmes devoirs, agir et obtenir des résultats concrets. »

Violaine Démaret parle ensuite de sécurité. « Policiers municipaux, garde-champêtre, 1 400 gendarmes et policiers nationaux risquent leur vie tous les jours pour sauver la nôtre, comme cela a été le cas le 21 juin dernier à Carpentras avec le gendarme Julien Nguyen sur lequel un délinquant a tiré à deux reprises, à bout touchant, dans la bouche et le ventre. Le défi est immense, mais nous ne lâcherons rien. Huit morts lors de règlement de comptes entre narco-trafiquants dans le Vaucluse. Pas question de baisser la

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

garde avec les consommateurs festifs. 1 900 amendes forfaitaires délictuelles ont été dressées cette année contre 1 310 en 2022, plus de trois tonnes de drogues ont été saisies au lieu de 700 kg l'an dernier. Nous frappons là où ça fait mal, le portefeuille des cartels. La force doit rester à la loi. »

La Préfète évoque ensuite la création de trois brigades de gendarmerie, une fixe à Courthézon, deux mobiles à Caromb et à La Tour d'Aigues qui pourront se déployer et intervenir plus vite sur le terrain. « Notre détermination est totale avec les 2 Procureures de la République d'Avignon et Carpentras qui nous suivent. Tout le monde a droit à la sécurité et à la tranquillité. » Elle annonce également davantage de moyens pour installer et développer la vidéo-protection, démasquer les commerces qui blanchissent l'argent sale et dissimulent toutes sortes de trafics. « Quand on ferme ce type d'endroit, ça se remarque, ça se voit, c'est un signe de la puissance publique. On peut aussi l'accompagner d'une amende de 9 000€, c'est dissuasif. »

La Préfète continue en listant les thématiques qu'elle n'a pas pu aborder, faute de temps, mais qu'elle gère : dépôts sauvages d'ordures, tapage, harcèlement scolaire, violences contre les élus. « Il y a eu 16 faits recensés en 2022, des dénonciations calomnieuses sur les réseaux dits sociaux. Votre sécurité est prioritaire, n'hésitez pas à déposer plainte. Merci de ne pas jouer à l'hystérisation, de ne pas souffler sur les braises, jouez la carte de l'apaisement. »

Elle évoque aussi la 'Plannification écologique'. Selon un rapport du GIEC, il a été fait état, dans un 1er temps, d'une montée des eaux de 69 cm. Dans un second temps, il est question de deux mètres qui engloutiraient le bord des côtes et emporteraient les cabanons et les maisons des Saintes-Maries-de-la-Mer. « Le Vaucluse doit d'adapter. Il nous faut changer de braquet, de paradigme avec un Plan départemental Eau. Le niveau du Rhône baisse. Il n'y a pas que les agriculteurs qui ont besoin d'eau pour que poussent les fruits et légumes, il y aussi les entreprises, les industriels qui font des prélèvements. » Elle n'a parlé ni des piscines, ni des golfs, mais la question est en suspens. Et elle a listé quatre priorités : la réutilisation des eaux usées, le contrôle des fuites de canalisations, le tarif de l'eau et la lisibilité des arrêtés sécheresse.

> « Notre boussole, c'est l'intérêt général, chaque instant au service des Vauclusiens."
>
> *Violaine Démaret, Préfète de Vaucluse*

Enfin, elle a parlé des énergies renouvelables. « D'ici Noël, j'attends en cadeaux vos propositions. Il y a des endroits où on ne peut pas en installer, certains sites patrimoniaux, certains lieux inondables, d'autres où existent des risques d'incendies, d'autres enfin qui menaceraient la biodiversité. Mais il y a des zones où on peut accélérer leur installation. Il n'y a pas que les éoliennes — d'ailleurs pas forcément bienvenues près de la Base aérienne 115 d'Ornage-Caritat ou de l'aéroprt d'Avignon-Caumont. Mais il y aussi la méthanisation, le photovoltaïque et la géothermie comme à Sablet par exemple. Je vous rappelle que nous devons, d'ici 2023, avoir pour objectif 40% d'électricité issue du renouvelable, il est à portée de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

main. »

En 2022, après être arrivée en Vaucluse le 23 août, Violaine Démaret avait conclu lors de sa 1ère Assemblée Générale des Maires : « L'État est en mode solution. » En 2023, elle précise : « Notre boussole, c'est l'intérêt général, chaque instant au service des Vauclusiens. Je suis ici pour changer la vie, mais en mieux. » Applaudissements des maires, parlementaires, personnalités civiles et militaires réunis dans la Salle du Château d'Eau, avant de faire le tour des 40 stands d'exposants.



Violaine Démaret, préfète de Vaucluse

Agression de maires et d'élus : 'les fantassins

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

de la République’ tirent la sonnette d’alarme



Excédés par la multiplication des agressions à leur encontre, les maires de Vaucluse ont décidé de lancer un cri d’alarme. En effet, le nombre de violences verbales et physiques contre les élus a bondi en France de 32% entre 2021 et 2022, et le Vaucluse n’est pas épargné. Plusieurs incidents récents ont engendré un ras-le-bol, que les élus du département n’entendent plus laisser passer.

Jusqu’à présent on disait que les maires étaient à portée d’engueulade. Ce n’était pas toujours agréable mais, de leur propre aveux, cela faisait partie du ‘job’. Aujourd’hui, ces élus de terrains sont désormais de plus en plus à portée de coups et ça ils ne le tolèrent plus. Les récentes menaces de mort à l’encontre du maire de Cairanne ainsi que l’agression d’un des adjoints de Lauris n’ont fait qu’illustrer cette inquiétante tendance générale.
« La situation préoccupante des actes de violence envers nos élus locaux est un sujet d’actualité récurrent, s’alarme Pierre Gonzalvez, président de l’AMV (Association des maires de Vaucluse) et maire de l’Isle-sur-la-Sorgue. Malheureusement, le département n’est pas épargné par cette vague de violence envers les élus de la République. Ces faits s’additionnent et s’accélèrent. Cela affecte toutes les communes, des petites aux plus grandes. Il n’y a pas de territoire qui soit préservé. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

> « Cela affecte toutes les communes, des petites aux plus grandes. Il n'y a pas de territoire qui soit préservé. »
>
> *Pierre Gonzalvez, président de l'AMV*

Une tendance de fonds à l'échelle du pays

Face à cette tendance de fonds, encore illustrée ce week-end au niveau national par l'incendie du domicile du maire de L'Haÿ-les-Rose, mais aussi par le dramatique décès du maire de Signes dans le Var en 2019, renversé par la camionnette d'un maçon alors qu'il tentait de s'interposer contre un dépôt d'ordures sauvages, ou lorsque le maire de Saint-Brévin, en Loire-Atlantique, a démissionné suite à l'incendie de ses véhicules et de la façade de son domicile en pleine nuit en mars dernier, l'AMV a donc souhaité réagir contre ces agressions à répétition. Et ce d'autant plus que des élus de Vaucluse viennent eux aussi d'être confrontés à des actes de violences verbales ou physiques qui connaissent une explosion en France.

Leur nombre a ainsi bondi de 32% en 1 an, en passant de 1 720 actes en 2021 à 2 265 en 2022.

> « Fils de pute de maire, mes frères gitans et moi, on viendra te pulvériser toi et ton village de mort. »
>
> *Menaces proférées contre le maire de Cairanne*

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



De gauche à droite : Bernard Le Dily, adjoint en charge de la sécurité publique à Mormoiron, Vincent Faure, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes, Roger Rossin, maire de Cairanne, Michel Terrise, maire d'Althen-des-Paluds, Anne-Marie Bardet, maire de Sarrians, Jean-François Lovisolo, député de la 5e circonscription de Vaucluse, Pierre Gonzalvez, président de l'AMV, Thierry Dernis, adjoint à la voirie de Lauris, et André Rousset, maire de Lauris.

Le 8 juin dernier c'est Roger Rossin, maire de Cairanne qui a été menacé de mort. L'élu constate pour la seconde fois un affichage sauvage d'un épaviste sur les panneaux directionnels, les feux tricolores, les candélabres, et le mobilier urbain le long de la route Départementale 8.
« Cela enlève la peinture quand on essaye de les décrocher, constate alors agacé le maire de Cairanne. J'ai donc eu la faiblesse d'appeler le numéro figurant sur l'annonce pour expliquer que ce type d'affichage était soumis à autorisation et que là où il les mettait cela n'était pas possible. Je lui ai demandé de venir les enlever. La personne m'a répondu 'qu'il sent foutait, qu'il faisait ce qu'il voulait et qu'il devait travailler'. »
« Je lui alors précisé que je devrais alors le verbaliser, poursuit Roger Rossin. Il m'a alors répondu 'Fils de pute de maire, mes frères gitans et moi, on viendra te pulvériser toi et ton village de mort'. »
Même si c'est la première fois que cela lui arrive en 10 ans de mandat, le maire de Cairanne n'envisage pas forcément de porter plainte. Ces collègues maires de l'AMV, le sous-préfet de Carpentras et la préfète du Vaucluse l'y incite pourtant.
« Même si j'ai du mal à croire que la plainte débouchera sur une interpellation et une condamnation, j'ai finalement porté plainte, ajoute-t-il. Je n'ai pas peur de ces menaces mais je n'accepte pas le côté irrespectueux de l'institution et la violence gratuite de ces propos. » L'enquête est en cours…

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

« Je vais te retrouver et je vais te tuer. »

Menaces proférées contre un des adjoints de Lauris

Le 13 juin dernier, alors que la commune de Lauris est sous les orages, un habitant se retrouve avec 7cm d'eau chez lui. Thierry Dernis, adjoint à la voirie, se rend sur les lieux pour évaluer la situation et voir qu'elles peuvent être les solutions même si ce n'est pas du ressort des compétences de la municipalité.
« Il m'a attrapé par mes vêtements alors que je ne m'y attendais pas, raconte l'élu de Lauris. Il a ensuite voulu me frapper. Les personnes présentes se sont interposées et j'ai réussi à me dégager. Alors que je partais il m'a dit : 'Je vais te retrouver et je vais te tuer'. »
Thierry Dernis va aussitôt porter plainte. « J'ai été reçu par les gendarmes qui m'ont écouté. Rien que ça, cela fait du bien. Le lendemain la personne a été arrêtée et mise en garde en vue pendant une journée. C'est rassurant de voir que les institutions répondent. »

Une démission collective pour un électrochoc
Dans le même temps, l'adjoint de Lauris reçoit le soutien de toute son équipe municipale. Dans la foulée, André Rousset, le maire, annonce aussi qu'il démissionnera en compagnie de sa majorité. Cette décision devant servir d'électrochoc afin de sensibiliser les pouvoirs publics et les médias contre ce phénomène général de violences croissantes. « Une action choc pour faire prendre conscience de ces dérives », explique André Rousset, maire de Lauris.
Une protestation qui ne sera finalement pas mise à exécution après plusieurs échanges avec les services de la préfecture de Vaucluse.

La parole se libère
La succession de ces incidents a au moins le mérite de pousser les autres élus vauclusiens à sortir de leur silence après avoir trop longtemps accepter ce type d'acte.
« Les langues se délient, reconnaît Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV, et les élus n'hésitent plus à nous faire part de leurs mauvaises expériences en la matière. »
Dans ce cadre, l'AMV recueille les signalements que lui font remonter les élus depuis le terrain. Des signalements de différents niveaux de gravité, qui peuvent aller des insultes jusqu'à des intimidations ainsi que des gestes physiques, et contre lesquels l'AMV se porte systématiquement partie civile.

Gestion des conflits : des formations du GIGN avec l'AMV
Afin de permettre aux élus de Vaucluse de faire face à certaines situations de conflit, l'AMV a organisé des réunions animées par un négociateur de l'antenne du GIGN à Orange. A cette occasion, la gendarmerie nationale explique aux maires et aux élus comment réagir face à une personne agressive et comment tenter de désamorcer une situation de conflit. Une demi-douzaine de réunion a déjà eu lieu avec l'AMV qui va proposer de nouvelles cessions. Par ailleurs, la gendarmerie propose également des fiches d'informations consultables sur le site referentsureté.fr.

L'AMV dispose d'élus référents contre les violences et les agressions d'élus
Par ailleurs, afin de mieux coordonner son action auprès de ses membres, l'Association des maires de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Vaucluse a désigné deux référents : le maire de Sainte-Cécile-les-Vignes et l'adjoint à la sécurité de Mormoiron. Deux élus en charge des violences faites aux élus au sein de l'AMV qui, eux aussi, ont été confrontés aux menaces.
« Au sortir du Covid, j'ai subi une altercation avec des propos homophobes, rappelle Vincent Faure, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes. Une affaire classée sans suites même s'il y a eu une écoute des gendarmes et du procureur. »
De son côté Bernard Le Dily, adjoint en charge de la sécurité publique, de la prévention de la délinquance, des écoles, du conseil municipal des jeunes et de la culture à Mormoiron a dû batailler ferme pour que la justice s'en mêle.
« Entre le moment où j'ai déposé plainte, le 25 juin 2022, et le classement sans suite avec un simple rappel à la loi, c'était le 29 novembre. Et encore il a fallu que je voie deux fois le procureur qui nous a dit qu'il avait une échelle de sanction qu'il se devait de respecter. »
En attendant, l'élu de Mormoiron, ancien policier et gendarme, reconnaît alors que l'on peut avoir parfois le sentiment d'être seul, surtout dans les petites communes.
« Dans un village on croise l'agresseur ou sa famille tous les jours. On peut se sentir vulnérable même si fort heureusement on a le soutien de l'AMV. »

Certains s'excusent parfois

Venue soutenir son collègue de Cairanne, Anne-Marie Bardet, maire de Sarrians, a elle aussi connue pareille mésaventure.
« J'ai moi-même été aussi victime de violentes injures le 17 mai dernier, confie l'élue. J'ai informé l'AMV et j'ai porté plainte mais je n'ai pas eu de retour à ce jour. »
Sa 'faute' ? avoir fait une remontrance à une personne qui conduisait trop vite un fourgon sur la place de la mairie, là où jouent des enfants.
« Je n'avais pas voulu témoigner dans la presse à ce moment-là car il y a une fratrie et se sont des gens corrects. Depuis, le monsieur m'a envoyé un message pour s'excuser de son attitude en expliquant qu'il avait tout un tas de raisons personnelles pour expliquer pourquoi il s'était comporté aussi mal : « il exprime son plus profond regret pour son comportement impulsif et irrespectueux à mon égard. Il est conscient d'avoir mal agi. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



La gendarmerie propose notamment des fiches conseils de 'déconfliction' à destination des élus afin de disposer de base pour réagir face à une personne agressive.

> « Aujourd'hui la parole du maire, ne vaut rien contre un délinquant de la route. »
>
> *Michel Terrise, le maire d'Althen-des-Paluds*

Des élus qui dérangent parfois les petits trafics

Une litanie sans fin que conclu Michel Terrise, le maire d'Althen-des-Paluds : « J'ai été menacé de mort lors de mon 1er mandat pour une histoire d'urbanisme. Je n'avais pas porté plainte. »

Là, c'est un conducteur qui a mis en danger la vie d'un de ces policiers municipaux en forçant le passage lors d'un simple contrôle où il était présent avec son premier adjoint.

« Nous avons clairement vu le conducteur accélérer et notre policier a dû sauter sur le côté pour l'éviter. Nous avons noté et le numéro et il fallut relancer à plusieurs reprise le procureur pour qu'il y ait des suites. La personne a dit qu'il n'avait pas vu le policier. C'est donc parole contre parole mais aujourd'hui

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

la parole du maire, qui est officier de police et assermenté de par sa fonction, ne vaut rien contre un délinquants de la route. »

> « L'écharpe tricolore ne fait pas des élus des surhommes. »
>
> *Vincent Faure, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes*

Ne plus rien laisser passer

« Tout cela, ça affecte autant la vie d'élu que la vie personnelle car il y a des impacts directs », regrette pour sa part, Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV qui constate que si certains élus « se sont engagés dans des démarches judiciaires, d'autres peuvent parfois être plus en retrait. »

« Jusqu'alors on rentrait chez soi ou sa mairie et on pensait à autre chose. Mais maintenant, il ne faut plus tourner la page, insiste Vincent Faure. Désormais, il faut tout faire remonter pour savoir ce qui se passe dans nos départements, ce qui se passe en France. Il n'y a pas de petites agressions concernant les élus et plus généralement les citoyens d'ailleurs. Quelle que soit l'agression, elle est intolérable. Il ne faut rien laisser passer. C'est pour cela que je suis fier que l'AMV se porte systématiquement partie civile en étant totalement solidaire avec les élus. Je trouve aussi extrêmement courageux que mes collègues, maires, adjoints ou élus aillent jusqu'au bout de leur démarche de plaintes même si parfois c'est difficile de le faire dans un petit village où tout le monde se connaît. Une solidarité au sein de son propre conseil municipal doit aussi être de mise. Les élus ne sont que des femmes et des hommes. L'écharpe tricolore n'en fait pas des surhommes. »

Le Covid et les réseaux sociaux n'ont rien arrangé

Une situation qui, aux dires des élus, s'est particulièrement aggravée au sortir du Covid.

« Il y a de plus d'incidents de ce type depuis la fin du Covid et la réouverture des 'cages', poursuit le maire de Sainte-Cécile. On constate une agressivité de plus en plus surprenante. Je pense aussi au médecin, aux enseignants, aux forces de l'ordre, aux sapeurs-pompiers, à tous ceux qui sont en contact avec le grand public. »

« Et les réseaux sociaux offrent un univers sans limites à ces excès », complète le président de l'AMV.

« Il faut voir aussi que nous dérangeons les petites trafics ou que nous sommes confronté à des mineurs qui traînent la nuit et que nous ramenons à leurs parents sans que certains de ces derniers n'aient à redire sur le comportement de leurs enfants », indique également, Michel Terrise, le maire d'Althen.

« A cela s'ajoute des problématiques avec des individus qui ont des problèmes psychologiques ou psychiatriques que l'on a identifiés », complète Pierre Gonzalvez. « Nous sommes particulièrement démunis dans ces cas de figure», confesse la maire de Sarrians.

> « Nous sommes responsables de tout, y compris pour des problèmes de compétences qui ont été enlevés aux maires. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV

« Nous sommes assaillis tous les jours pour des problèmes concernant des compétences qui ont été enlevés aux maires : l'assainissement, la fibre, l'eau, les déclarations d'impôts, la distribution d'électricité, les encombrants, les routes, la vitesse, les vols.... Nous sommes responsables de tout », regrette le président de l'AMV.
Ce dernier poursuit cependant « Les gens se rendent tout de même compte de ce que nous faisons. Beaucoup de nos administrés nous disent 'qu'ils ne savant pas comment on fait' et 'comment on supporte ces contraintes'. 'Qu'ils ne voudraient pas être à notre place'. »
Si à ce jour ces agressions ne sont pas encore venues à bout de leur motivation, entre pare-brise casé ou rayure sur la voiture, des élus de Vaucluse reconnaissent que cela commence à entamer leur détermination pour la vocation…
Ainsi, selon l'Association des maires de France, le taux de démission serait actuellement de 15% pour les élus municipaux alors qu'il n'est que de 2,7% dans le secteur privé.

Condamner c'est bien, agir c'est mieux !
« Le problème aujourd'hui c'est que les gens ne sont plus des citoyens mais des consommateurs de services publics », explique Jean-François Lovisolo, ancien co-président de l'AMV désormais député de la 5e circonscription de Vaucluse. Il peut y avoir les discutions dans la rue, voir des engueulades, mais on est dans le ressort de la 'Pagnolade'. Mais il y a aussi ce qui est de l'ordre de l'inacceptable, comme à Lauris ou Cairanne. »

« Les gens ne sont plus des citoyens mais des consommateurs de services publics. »

Jean-François Lovisolo, député de la 5e circonscription de Vaucluse

« Je veux bien que l'on nous interpelle toute la journée pour des choses où l'on n'a rien à voir, poursuit le parlementaire. On est là pour ça. Mais il ne faut pas oublier que les élus locaux sont les derniers à faire du lien social quand il n'y a plus de services publics sur les territoires. Et ils ne le font pas pour l'argent. Ce n'est pas pour 500€ par mois, qui passent d'ailleurs principalement dans les frais de déplacement qu'ils le font, mais bel et bien pour l'intérêt collectif et rendre service aux gens. Si on perd ces élus-là, il n'y a plus rien derrière. Il faut donc que l'Etat prenne des mesures et des sanctions exemplaires quand un élu local est agressé comme c'est le cas par exemple pour un gendarme. Il faut envoyer un message car c'est bien de condamner mais il faut aussi agir. »
Dans cette optique, Jean-François Lovisolo et Karl Olive, député de la 12e circonscription des Yvelines, proposent donc une loi relative « au renforcement de la législation visant à protéger les élus municipaux », « ces fantassins de la République, ces chevilles ouvrières du pays, qui sont quotidiennement vilipendés, agressés au point de renoncer à une mission qui leur a été confiée en toute

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

légitimité par leurs concitoyens. »

Les maires des petites communes en première ligne
« Dans les communes, ce phénomène est bien connu des maires et des personnels municipaux, poursuit Jean-François Lovisolo. Les plus petites d'entre elles ne peuvent pas bénéficier d'agents assermentés, ni de services structurés. Ce sont donc souvent les élus qui se retrouvent seuls, face, d'une part, à un nombre grandissant d'infractions (dégradation de biens publics et de mobilier urbain, dépôts sauvages d'ordures…) et, d'autre part, à des agressions, menaces, intimidations, insultes ou injures qui touchent maires, adjoints et conseillers municipaux dans l'exercice ou du fait de leurs fonctions. »
La proposition de loi des deux députés a notamment pour objectif d'aligner les peines suite à des délits contre les conseillers municipaux en charge d'une mission de services publics sur celles prévues pour ces mêmes agissements contre les représentants des forces de l'ordre.

Allongement du délai de prescription pour diffamation et protection fonctionnelle
Le texte prévoit aussi que la durée d'un acte diffamatoire, prescrit tous les 3 mois, puisse être allongée à 12 mois pour les personnes dépositaires de l'autorité publique. Autre souhait : la création d'un « un délit d'atteinte à la vie privée par diffusion d'informations relatives à la vie privée, familiale d'une personne titulaire d'un mandat électif communal permettant de l'identifier ou de la localiser afin de protéger les élus par l'interdiction de la diffusion malveillante de données personnelles, notamment sur un service de communication au public en ligne ».
Il est également demandé « d'étendre la compensation financière par l'État, couvrant les coûts de couverture assurantielle, à toutes les communes de moins de 10 000 habitants. Cette mesure s'appliquerait à la protection fonctionnelle accordée aux conseillers municipaux, afin de soulager ces derniers de cette charge financière ».
« L'Agression est un acte exceptionnelle et doit avoir une réponse exceptionnelle, insiste le député vauclusien, ancien maire de la Tour d'Aigues. Et cette réponse c'est une réponse pénale. »

> « Le débat cela empêche de se battre. »
>
> *André Rousset, maire de Lauris*

Pas de salut sans une réaction collective
« Je pensais que l'humanité évoluait, mais parfois il faut constater que parfois elle régresse, constate avec un brin de fatalisme, André Rousset, le maire de Lauris. Je suis travailleur social de formation initiale. C'est tous ensemble que nous devons agir : les élus, les citoyens, la République. Cela passe par tout le monde, les papas et les mamans aussi, les députés, la préfète, les journalistes. Il faut saisir les enjeux de tout cela et qu'on essaye de le freiner. Si on ne le fait pas ensemble, nous n'y arriveront pas. Il faut mettre de l'humain dans ce qui nous uni car aujourd'hui on perd de l'humain. Il faut comprendre que le débat cela empêche de se battre. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Laurent Garcia

La réponse des services de l'Etat
Conscient d'une situation de plus en plus tendue, Violaine Démaret, préfète de Vaucluse, a tenu à rappeler que Dominique Faure, ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la ruralité annoncé la création d'un centre d'analyse et de lutte contre les atteintes aux élus.
Ce dernier pilotera le déploiement d'un pack sécurité comprenant :

• la création d'un réseau de plus de 3 400 référents « atteintes aux élus » dans toutes les brigades de gendarmerie et les commissariats, offrant un point de contact privilégié aux élus pour parler des menaces ou des violences dont ils font l'objet,

• le renforcement du dispositif 'Alarme élu', qui permet aux élus qui se sentent menacés d'alerter leur commissariat ou leur gendarmerie pour être secourus rapidement en cas d'appel au 17, et bénéficier d'une vigilance renforcée de la part des forces de l'ordre,

• le rappel aux préfets du principe 'une menace = une évaluation', pour que ces derniers puissent décider de mesures éventuelles de protection.

Ces mesures permettront d'amplifier la démarche « d'aller-vers » des forces de l'ordre, afin de faciliter le dépôt de plainte des élus locaux quand ils le souhaitent et où ils le souhaitent.

Séisme en Turquie et Syrie : après avoir versé une aide de 3 000€, l'Association des maires de Vaucluse (AMV) appelle à la solidarité

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Après avoir versé une aide exceptionnelle de 3 000€, l'Association des maires de Vaucluse appelle à la solidarité auprès des maires vauclusiens pour venir en aide aux victimes du séisme en Turquie et en Syrie.

Alors que le premier bilan de la catastrophe survenu en Turquie et Syrie s'élève à près de 40 000 morts, l'Association des maires de Vaucluse (AMV 84) annonce le versement d'une aide exceptionnelle d'un montant de 3 000€ à la collecte nationale.

« Nous savons que les maires vauclusiens sauront faire preuve de solidarité, comme à chaque évènement tragique », déclare l'Association dans un communiqué, qui appelle les collectivités à témoigner de leur soutien à la population par des dons financiers.

J.R.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Les maires de Vaucluse veulent défendre le modèle français de sécurité civile



Dans un courrier adressé à Gérald Darmanin, l'AMV (Association des maires de Vaucluse vient d'interpeller le ministre de l'Intérieur sur la nécessité d'engager une réflexion sur les difficultés que connaît notre modèle de sécurité civile, notamment, suite à cette saison de feux de forêts.

« Nous avons été sollicités par la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF) concernant les difficultés que connait notre modèle de sécurité civile notamment suite à cette saison feux de forêts, expliquent Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, les deux co-présidents de l'AMV. Au travers de cet échange il nous apparait désormais l'impérieuse nécessité d'engager rapidement une réflexion de fond sur cette problématique afin de garantir l'efficacité de la stratégie française de lutte contre les risques et catastrophes. »

Exonérer la taxe carburant pour le Sdis

« Pour ce faire, en tant qu'élus, nous soutenons les propositions de la Fédération nationale des sapeurs-

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

pompiers de France et, au nom de l'Association des maires de Vaucluse, nous nous permettons d'appuyer quelques propositions qui pourraient être mises en œuvre rapidement :

– La création d'un ministère de la protection civile et des situations d'urgence ou à minima un secrétariat d'Etat ;

– La possibilité d'exonérer de la 'taxe carburant' les hydrocarbures à destination du SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) ;

– La répartition plus juste et claire de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance ;

– Le soutien pour la mise en œuvre de mesures afin de pérenniser et développer l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires avec pour objectif de recruter 50 000 pompiers volontaires prochainement.

Nous souhaiterions que vous souteniez cette démarche au sein des différentes instances nationales et européennes pour garantir la préservation de notre modèle de sécurité civile qui repose à 80% sur le volontariat. »

Particulièrement mobilisée sur les problématiques des sapeurs-pompiers, l'AMV s'était déjà adressée au Gouvernement en avril 2021 afin de l'alerter sur les conséquences de la directive européenne sur le statut des sapeurs-pompiers volontaires.

L'AMV et les Restos du cœur s'engagent pour les plus démunis

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, coprésidents de l'Association des maires de Vaucluse et Bernard Magron, président de l'association des Restos du cœur de Vaucluse, viennent de signer une convention de partenariat.

Cette dernière scelle leur démarche conjointe pour venir en aide aux plus démunis et lutter contre la précarité et l'exclusion. Forts de 760 bénévoles, les Restos du cœur de Vaucluse ont accueilli lors de la dernière campagne d'hiver 14 000 personnes et servi plus 2 100 000 de repas à partir de son entrepôt de Saint Chamand à Avignon et de son dépôt à Orange.

Environ 1100 tonnes de produits issus de la ramasse ont été collectés auprès des supermarchés et grandes surfaces ainsi qu'auprès des producteurs de Vaucluse. Lors de la dernière collecte nationale de mars 2021, 116 tonnes ont été collectées en Vaucluse dans les moyennes et grandes surfaces. Une charte de coopération a été signée le 5 juillet 2021 par les présidents de ces deux associations nationales visant à préciser les objectifs partagés entre l'AMF et les Restos du cœur et faciliter le dialogue au niveau local.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

L'Association départementale de Vaucluse souhaite ainsi consolider le partenariat avec l'Association des maires de Vaucluse (AMV) ainsi qu'avec les communes et intercommunalités, notamment celles d'implantation de ses centres, qui, par leurs compétences et leur proximité, sont les premiers interlocuteurs institutionnels des Restos du cœur.



Signature de la convention entre l'AMV et les Restos du cœur Vaucluse. Crédit photo: AMV

Quelles actions ?

Le partenariat entend favoriser le dialogue au niveau local, dans l'objectif de promouvoir des actions d'inclusion, dans le respect des compétences des communes et intercommunalités et de l'indépendance de l'association départementale des Restos du cœur.

La charte encourage également à la diffusion par les communes et les intercommunalités d'informations concernant les activités des Restos du cœur de Vaucluse, afin d'informer le plus grand nombre (horaires

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

d'ouverture des centres, activités proposées, déménagement d'un centre…). Egalement parmi les actions à développer, la recherche de locaux adaptés aux activités des Restos du cœur et à l'application des mesures sanitaires en vigueur, par les communes et intercommunalités.

Enfin, le partenariat vise à mettre en relation les Restos du cœur avec des producteurs locaux, et promouvoir auprès des collectivités locales le subventionnement direct de denrées alimentaires produites sur le territoire donné. L'objectif étant de fournir aux Restos du cœur de Vaucluse des repas de qualité, et de permettre aux producteurs locaux de participer à l'action solidaire de l'association.

Les maires de Vaucluse soutiennent les radios locales

Suite au projet de 'plan de sauvegarde' du groupe médias Lagardère concernant Virgin Radio et RFM, l'AMV (Association des maires de Vaucluse) vient d'adopter une motion visant à soutenir les antennes locales de ces deux stations.
Dans un courrier adressé à Maistre Roch-Olivier, président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA), les deux co-présidents de l'AMV, Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez rappellent que « si ce plan est mis en place, cela aboutirait à la fermeture de 30 radios locales sur les 71 que comportent les deux

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

réseaux. 26 locales de Virgin Radio et 4 de RFM seraient concernées, avec la suppression de 30 postes de journalistes et de 4 animateurs ».

La défense d'une information locale de qualité
Les maires de la Tour d'Aigues et de l'Isle-sur-la-Sorgue insistent également sur le fait que « le groupe Lagardère risque de supprimer des postes sur le département de Vaucluse, donc une suppression d'emplois et un éloignement de l'information sur les ondes radios. Les élus vauclusiens ont décidé d'apporter leur soutien aux salariés de ces radios locales. Nous souhaiterions que vous examiniez la validité du plan de Sauvegarde de l'emploi au regard de la nécessaire préservation d'une information locale de qualité. »
Selon les syndicats, la direction des deux radios justifie ce projet par évoque une baisse globale de l'écoute des radios. Un argument réfuté dans le Vaucluse où Virgin radio Avignon serait bénéficiaire.

Les maires de Vaucluse interpellent le ministre de l'Agriculture au nom des producteurs de cerises



Suite à l'épisode de gel qui a durement touché les producteurs de cerises, Jean-François

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Lovisolo et Pierre Gonzalvez, coprésidents de l'Association des maires de Vaucluse, ont adressé un courrier à Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture. En cause ? La politique en vigueur au sein des centrales d'achat.

Une rencontre organisée en amont avec les producteurs de cerises à Cabrières d'Aigues a mis en lumière les revendications majeures de la profession. « Les exploitations arboricoles et viticoles ont été fortement impactées par les épisodes de gel du mois d'avril, les productions sont faibles notamment pour la cerise. Nous aurions pu nous attendre à une flambée des prix du fait de la rareté des produits mais c'est loin d'être le cas. Pire, les centrales d'achat ne jouent pas le jeu et ne commercialisent même pas le solde de la production. Nous pensons que les pouvoirs publics doivent rappeler ces centrales d'achat à la raison et qu'elles accompagnent les producteurs de notre département, ceci afin de participer à un effort de solidarité nationale, pour accompagner ces exploitations qui ont traversé une période difficile. »

L.M.

AMV : Enedis et les maires de Vaucluse main dans la main

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



L'Association des maires de Vaucluse (AMV84) et Enedis Vaucluse viennent de signer une convention de partenariat afin de « renforcer les relations de proximité tout en œuvrant ensemble en faveur de la transition écologique ».
Pour Enedis, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité dans le département, cette collaboration vise à poursuivre sa démarche d'accompagnement des territoires.
« Chaque commune du Vaucluse continuera d'être accompagnée par un Interlocuteur dédié d'Enedis, ayant un rôle de facilitateur et qui transmettra conseils et propositions de services adaptés aux collectivités, explique Sébastien Quiminal, nouveau directeur d'Enedis Vaucluse. Enedis assurera également l'information des élus via l'AMV autour du réseau public de distribution d'électricité et de son modèle concessif. Plus spécifiquement, les informations pourront porter sur la mobilité électrique, les offres pour les collectivités ou les canaux numériques mis à disposition par Enedis. »

Le quotidien des communes
« Enedis c'est le quotidien des communes et des élus comme avec 'le correspondant tempête', complète Jean-François Lovisolo co-président de l'AMV. Cela permet ainsi de réagir quelle que soit la taille de la

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

commune. L'AMV reste très attachée à ce traitement équitables.
« Nous œuvrons pour une relation de proximité avec les élus et s'attache à améliorer en permanence le service rendu aux collectivités et à leurs administrés », confirme le directeur d'Enedis Vaucluse qui apporte par ailleurs un soutien financier l'Association des maires de Vaucluse.

Partage d'expérience et des compétences
Cette convention va donc permettre aux adhérents de l'AMV de disposer de l'accompagnement d'Enedis en matière de savoir-faire environnemental.
« Nous nous engageons au plus près des territoires pour accompagner les transformations comportementales et environnementales en France et proposer des solutions adaptées aux attentes de chacun pour accélérer la transition écologique », rappelle Sébastien Quiminal.
A ce titre, Enedis dispose ainsi d'une grande expérience en matière d'aléa climatique, de mobilité avec les bornes de recharge ainsi que d'utilisation d'une flotte de véhicule électrique. « Nous avons développé une vraie compétence en la matière puisque nous disposons de la 2e flotte de France après la Poste » rappelle le directeur d'Enedis Vaucluse.
« Nous envisageons d'ailleurs prochainement des formations des élus sur ces thématiques », annonce Jean-François Lovisolo.

Covid-19 : les maires de Vaucluse souhaitent que les pompiers volontaires puissent être aussi vaccinés

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Alors qu'une campagne de vaccination a été réalisée début janvier pour une trentaine de sapeurs-pompiers actifs âgés de plus de 50 ans du Service départemental d'incendie et de secours de Vaucluse (SDIS 84), Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez coprésidents de l'Association des maires de Vaucluse (AMV) viennent de solliciter le préfet de Vaucluse afin que les pompiers volontaires puisse aussi bénéficier de ce traitement préventif.
Le maire de La Tour-d'Aigues et celui l'Isle-sur-la-Sorgue souhaitent ainsi attirer l'attention sur la situation de ces sapeurs-pompiers volontaires qui œuvrent au quotidien dans « nos territoires ruraux et péri-urbains au sein du SDIS aux côtés des sapeurs-pompiers professionnels pour répondre à des situations de détresse. »

Aussi en 1re ligne depuis 1 an

« Depuis un an, et l'émergence de cette pandémie, ils sont placés en première ligne, poursuivent les deux coprésidents. Ils doivent répondre à des situations d'urgence au contact de la population, et le risque de contamination n'est pas à négliger. Nous sollicitons donc l'examen de la possibilité de faire bénéficier en priorité aux sapeurs-pompiers volontaires et professionnels de doses de vaccin. Nous savons qu'ils sont contingentés mais l'action quotidienne de ces agents au service de la collectivité mérite amplement le choix de cette priorité. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Sous réserve de la disponibilité des doses, cette vaccination pourrait être organisée rapidement selon l'AMV.